

* João Bernardo : Socialisme de l'abondance, socialisme de la misère

Le règne de l'abondance, promis par les socialistes, a été apporté par les capitalistes ; et contre le capitalisme de l'abondance s'est développé le programme du socialisme de la misère.

1.

Lorsque le socialisme a émergé lentement au cours de la première moitié du XIX^e siècle, qu'était la classe ouvrière ?

Il existait des centres industriels importants en Angleterre et en Ecosse, mais, en Europe, la nouvelle industrie se limitait à certaines régions de la Belgique, du nord et de l'est de la France, certains Etats allemands, puis, plus tard, quelques petits pôles dispersés ici et là – et c'était tout. Cependant, toute personne capable d'observer – et il y en avait beaucoup – était persuadée que ces centres d'accumulation exigus représentaient la force la plus dynamique de l'économie, dotée d'une énorme capacité d'expansion.

Les travailleurs qui faisaient fonctionner les machines de la nouvelle industrie étaient des journaliers sans un sou, dépourvus de toute autre capacité que leur force musculaire ; ou bien d'anciens artisans, qui détenaient des savoirs anciens liés à leur métier, et pour qui le travail dans les manufactures équivalait à une décadence professionnelle et sociale. Dans tous les cas, l'expansion de la nouvelle économie, sa capacité à ouvrir des marchés et accumuler des richesses, contrastaient avec la misère du prolétariat industriel. Et la cupidité des patrons laissait entrevoir qu'à la misère subie succéderait une misère encore plus grande. Comme la classe ouvrière, qui regroupait des dizaines ou des centaines de milliers d'individus, allait bientôt accueillir des millions de personnes, la généralisation du paupérisme semblait être l'horizon offert par le capitalisme.

C'est à ce public que les socialistes promirent une ère d'abondance.

Le socialisme est né de la prise de conscience que, face aux gigantesques capacités productives contenues dans les nouvelles manufactures et face au bouleversement des technologies rurales qui allaient multiplier la productivité du sol, l'abondance était devenue possible. Il ne s'agissait pas seulement de liquider la faim et d'obtenir un certain confort de vie, mais aussi d'atteindre une libération du travail telle qu'elle permette aux êtres les plus humbles d'apprécier et de pratiquer une culture qui avait été jusque-là le privilège des élites. Techniquement possible, l'abondance dépendait d'une condition sociale unique : l'élimination d'un patronat avide. L'imminence de l'avènement d'un paradis sur terre mit fin à l'espoir d'un paradis dans le Ciel.

C'est cette situation, et non une quelconque dispute théologique, qui poussa les premiers socialistes à s'opposer non seulement à la croyance en Dieu, mais aussi aux religions hiérarchiquement organisées. Jusque-là, les revendications économiques, et même les grandes vagues de la lutte sociale, s'étaient exprimées en termes de controverses religieuses. Ceux qui avaient combattu et avaient souvent péri au cours de ces luttes, mus par le désir ardent de donner une autre vie aux plus humbles, avaient aussi cherché à leur ouvrir un autre accès à Dieu. Au départ, le socialisme reprit la tradition du mysticisme hétérodoxe ; mais, ensuite, la conviction que la richesse collective se trouvait là, à portée de main, rendit obsolète la croyance en Dieu. Aux yeux des socialistes, l'athéisme apparut comme une conséquence logique de la possibilité de l'abondance matérielle.

Et que s'est-il passé ensuite ?

2.

Au lieu de renverser le capitalisme, les conflits sociaux poussèrent les patrons à augmenter la productivité.

Ayant fait preuve d'un courage et d'une sagacité à toute épreuve, les travailleurs réussirent à s'organiser, bien que cela leur fût interdit, et ils eurent recours au sabotage individuel lorsque l'action collective se révélait impossible. Ils obtinrent ainsi des victoires partielles successives concernant leurs deux objectifs constants : la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires.

Beaucoup sont morts à mi-parcours et de nombreux autres ont rempli les prisons, mais la journée de travail fut réduite de façon spectaculaire. De même, les travailleurs réussirent à ce que leur niveau de vie augmente progressivement. Lorsqu'un grand-père avait, au maximum, deux paires de pantalons et deux chemises, en plus de sa veste et de ses sabots, ses petits-enfants pouvaient déjà posséder une garde-robe variée et, ce qui était plus important, ils avaient la possibilité d'accéder à des loisirs payés. Travailler durant moins longtemps et acquérir davantage de biens et de services, non pas dans les zones où le capitalisme était faible mais précisément dans les régions où il avait atteint une capacité importante d'accumulation et une formidable énergie d'expansion, tel fut le paradoxe auquel les travailleurs socialistes furent confrontés.

Ceci est dû au fait que, face aux pressions pour réduire la durée journalière du travail et augmenter les salaires, les employeurs répondirent par l'augmentation de la productivité. Le travail devint non seulement plus intense, ce qui accéléra les gestes des travailleurs, mais surtout plus qualifié. Si, dans sa phase initiale, le nouveau régime des manufactures s'était appuyé sur une main-d'œuvre non qualifiée et dégrada les qualifications professionnelles des anciens artisans, au cours des étapes suivantes les patrons se soucièrent de donner de nouvelles compétences à leurs salariés.

L'«organisation scientifique du travail» se caractérisa, entre autres, par le fait qu'elle imposa un nouveau système de qualifications, y compris aux travailleurs qui occupaient les couches inférieures de la hiérarchie industrielle. L'ouverture de nouvelles branches de production et le développement technologique auraient tous deux été impossibles sans qu'on augmente les connaissances professionnelles d'une bonne partie de la classe ouvrière. Or, plus un travailleur est qualifié, plus il peut effectuer des opérations professionnelles complexes, et plus, dans ces conditions, une heure de travail complexe équivaut à un nombre croissant d'heures de travail simple. L'histoire du capitalisme a correspondu à la croissance progressive des qualifications des travailleurs. C'est cela qui explique, et non l'influence de quelques esprits éclairés, les mesures qui rendirent l'enseignement obligatoire et augmentèrent la taille des groupes d'âge visés par cette exigence. En bref, pour employer une métaphore, les travailleurs réussirent à réduire l'étendue de leur journée de travail, mais, en réponse, les patrons en augmentèrent la profondeur.

Ce processus a permis de commencer à produire en masse des biens matériels et des services. Donc, si, d'un côté, une heure de travail complexe représente plusieurs heures de travail simple, de l'autre, l'augmentation quantitative de la production atteint des proportions telles que chaque objet ou chaque service était produit dans un temps de travail chaque fois plus court. Mais l'augmentation du volume de la production au cours de la même période de temps conduit à une diminution du temps de travail incorporé dans chaque produit, diminuant d'autant sa valeur. Certes, l'activité productive implique l'utilisation de matières premières et l'usure des machines, et le développement technologique conduit à une augmentation considérable du volume des machines utilisées ; cependant, les effets de la production de masse affectent également les machines et les matières premières, ce qui conduit aussi à une réduction de leur valeur. Telle est la dialectique de la croissance de la productivité.

Si les travailleurs reçoivent un salaire, ce n'est pas l'argent qui les intéresse, mais les marchandises qu'ils peuvent acheter. Et, suite à l'augmentation de la productivité, la valeur incorporée de ces biens a constamment baissé. Si, au début du XIX^e siècle, les travailleurs pouvaient avoir une ou deux paires de pantalons, de combien de pantalons disposent les travailleurs deux cents ans plus tard ? Mais, en termes de temps de travail, la valeur incorporée dans une ou deux paires de pantalons fabriqués avec une faible productivité est de loin supérieure à la valeur intégrée dans je ne sais combien de paires fabriquées avec la productivité extrêmement élevée actuelle.

D'une part, l'augmentation de la qualification des travailleurs et celle de la complexité des processus de travail ont fait que, en l'espace d'une heure, les travailleurs fournissent l'équivalent d'un nombre croissant d'heures de travail simple. D'autre part, même si le nombre de biens auquel donne accès le salaire se multiplie, leur valeur diminue considérablement avec la production de masse. Donc, d'un côté comme de l'autre, l'augmentation de la productivité implique que l'exploitation s'aggrave. En termes marxistes, ce processus s'appelle la plus-value relative.

Et c'est ainsi que les victoires partielles de la lutte sociale, récupérées par les capitalistes sous la forme de l'accroissement de la productivité, ont conduit à créer un monde où l'augmentation de l'exploitation correspond à la prolifération des biens matériels et des services. Les grands capitalistes sont conscients que ce paradoxe apparent donne de la force au système, mais on trouve encore de nombreux demi-

penseurs de l'extrême gauche qui se frottent les yeux sans réussir à croire ce qu'ils voient. C'est dans les centres capitalistes, où l'accumulation du capital est la plus intense, où les bénéfices sont les plus considérables et où afflue la plus grande partie des mouvements transnationaux de capitaux, que les journées de travail sont les moins longues et que le niveau de vie matériel des travailleurs est le plus élevé. Et c'est dans les pays et dans les régions où les travailleurs sont les plus pauvres et s'échinent du lever au coucher du soleil, ou pire, que le capitalisme n'arrive pas à se développer et reste à un niveau archaïque.

Le royaume de l'abondance, promis par les socialistes, a été apporté par les capitalistes.

3.

Le contraste est devenu encore plus frappant lorsque la première expérience de construction économique socialiste, qui a débuté en Russie en 1917, céda rapidement la place à un capitalisme d'Etat. Le capitalisme d'Etat soviétique compromit le fonctionnement des mécanismes de productivité en installant un oligopsonne, voire même un monopsonne, sur le marché du travail, et des oligopoles, voire des monopoles, sur le marché des biens de consommation, et en imposant un système social et politique qui réduisit au minimum la capacité de pression dont disposaient les travailleurs pour améliorer leurs conditions matérielles.

On dit qu'il existe un **monopole** quand une seule entreprise produit et vend un type donné de biens et un **oligopole** lorsqu'un type donné de biens est produit et vendu par un très petit nombre d'entreprises. Un **monopsonne** est un marché où une seule entreprise achète un type donné de biens, tandis qu'un **oligopsonne** est un marché où un type donné de biens est acheté par un très petit nombre d'entreprises.

L'impasse dans laquelle le régime soviétique était coincé a été analysée lucidement par Lucien Laurat dans un livre publié en 1931 (*L'Economie soviétique. Sa dynamique, son mécanisme*, éditions Valois). Comme j'ai déjà abordé la question en détail¹, je me contenterai de rappeler que, selon Laurat, pour la classe dirigeante soviétique, qu'il qualifiait d'oligarchie bureaucratique, la partie de la plus-value destinée à la consommation individuelle apparaissait sous la forme de salaires, tandis que l'autre partie, consacrée à l'augmentation de la production, apparaissait sous la forme d'un profit dans le bilan des entreprises d'Etat et des coopératives. Et comme, à son avis, l'économie soviétique ne connaissait pas la concurrence, le fonds de consommation ne pouvait être soumis aux nécessités du fonds d'accumulation, d'autant plus que les travailleurs n'avaient aucun moyen de pression sur l'oligarchie, alors que, dans le capitalisme de marché, la concurrence obligeait chaque capitaliste, ou chaque groupe de capitalistes, à subordonner la consommation à l'accumulation, de façon à étendre les activités de leur entreprise. On se trouvait ainsi dans une situation où les bureaucrates soviétiques pouvaient utiliser le fonds d'accumulation à leur avantage. Pour rétablir le fonds d'accumulation, ainsi que poursuivre et étendre la production, il devenait de plus en plus nécessaire d'avoir recours à d'autres formes d'exploitation : augmenter la charge fiscale, imposer des prix spoliateurs ou simplement recourir à la violence directe. Mais cela représentait des formes d'accumulation primitive du capital, alors que les principaux centres capitalistes avaient déjà atteint des niveaux d'accumulation beaucoup plus sophistiqués.

Et Laurat prévit que, si le régime soviétique continuait à fonctionner de cette façon, il connaîtrait alors la stagnation économique, voire la régression des forces productives. La seule possibilité d'éviter une telle évolution, affirma-t-il, serait soit le retour à la propriété privée soit la mise en place d'un contrôle public grâce à l'instauration d'une démocratie prolétarienne. L'avenir de l'Union soviétique n'aurait pu être prédit avec davantage de précision par Laurat. Et cela permet d'expliquer pourquoi, au cours des sept décennies et demie que dura le régime soviétique, le débat ne cessa jamais longtemps entre ceux qui voulaient attribuer une priorité absolue au secteur I de l'économie et ceux qui souhaitaient que le secteur II bénéficie d'un poids prépondérant.

¹ Dans un article en portugais, divisé en quatre parties : «Lucien Laurat au pays des miroirs», 2010, <http://passapalavra.info/2010/01/17033> et suivantes où il est aussi question de deux autres livres de Laurat : *Économie dirigée et socialisation*, 1934, éd. L'Églantine et *Le marxisme en faillite?*, éd. Pierre Tisé, 1939.

Le **secteur I** concerne la production des moyens de production et le **secteur II** la production des biens de consommation. Les partisans de la priorité absolue au secteur I estimaient que plus on favoriserait la production des moyens de production, plus l'ensemble de l'économie croîtrait. Cependant, comme l'augmentation de la production des biens de consommation est une condition indispensable pour que les patrons puissent récupérer les revendications ouvrières et que cette récupération permet d'accroître considérablement la productivité, le fait d'accorder la priorité au secteur I conduisit à la stagnation de la productivité et compromit la croissance économique globale.

Ce débat prit diverses formes politiques et, sur le plan économique, s'exprima dans différentes formulations théoriques, mais la discussion portait essentiellement sur le même problème. Mais, sous-jacente à cette question qui peut sembler uniquement technique, il y avait des problèmes sociaux et politiques décisifs. Le secteur II n'était condamné à stagner que si la capacité revendicative des travailleurs était contenue dans des limites très strictes. D'autre part, en conservant un système d'étatisation du capital, on ne pouvait assurer la croissance relative du secteur II qu'en appliquant une des solutions définies par Lucien Laurat, c'est-à-dire en instaurant une démocratie prolétarienne, qui veillerait à ce que la bureaucratie ne dépense pas le fonds d'accumulation pour son propre compte. Si l'on pose la question en ces termes, on comprend que, tant que perdura la structure politique implantée par les bolcheviks, la croissance du secteur I ne pouvait que reléguer le secteur II à une place marginale, et le régime soviétique se caractériser par la pénurie de biens matériels et la mauvaise qualité des services. Au lieu du socialisme de l'abondance, ce fut le socialisme de la misère qui s'imposa.

Et, par un effet pervers, le fait que la partie la plus dynamique de la gauche ait pendant très longtemps été liée au capitalisme d'Etat soviétique par un solide cordon ombilical, et qu'elle ait présenté ce régime comme une forme de «socialisme réel», a contribué à légitimer le capitalisme de l'abondance.

4.

On aurait pu penser que, à partir des années 1960, le développement de formes de lutte autonomes et autogestionnaires, hostiles aux patrons comme aux bureaucraties syndicales et politiques, allait inaugurer de nouvelles promesses pour un socialisme de l'abondance, d'autant plus qu'entretemps le régime soviétique s'était effondré et que la Chine avait définitivement perdu son aura socialiste.

Mais ce n'est pas ce qui est arrivé.

La diffusion de l'idéologie écologiste, massivement propagée par tous les moyens d'information, a correspondu à une pression très forte et constante pour réduire la consommation privée. Alors que, auparavant, les travailleurs considéraient l'amélioration de leur niveau de vie matériel comme une preuve de la réussite de leurs revendications politiques et sociales, aujourd'hui les écologistes prétendent les culpabiliser pour ces conquêtes et les convaincre que, en mangeant davantage, en s'habillant mieux, en dépensant plus de savon et en vivant plus confortablement, ils mettent la planète en danger.

L'abondance a commencé à être considérée comme négative et certains ont proposé aux masses l'ascétisme comme un objectif à atteindre. Ce programme provenait de la droite la plus rétrograde, mais l'idéologie écologiste, même si elle se diffuse d'une extrémité à l'autre du spectre politique, est généralement présentée comme progressiste, ou plus précisément, comme étant chargée de remplacer la vieille gauche. En effet, plus les idéologues écologistes se considèrent de gauche, plus ils proposent de réduire spectaculairement la consommation en remplaçant la revendication de l'augmentation des revenus par l'obligation morale de la baisse des dépenses.

Et c'est ainsi que, face au capitalisme d'abondance, est apparu le programme d'un nouveau socialisme de la misère.

La perversité de cette situation est encore plus grave dans l'agro-écologie. Rappelons que le capitalisme, en dehors du fait qu'il a provoqué une révolution technologique dans les manufactures, a également imposé une révolution dans l'agriculture. A la fin du Moyen Age, dans les deux régions les plus urbanisées d'Europe – la Flandre et l'Italie centrale-septentrionale – seuls 5% des individus environ vivaient dans les villes. Même sans tenir compte du fait qu'une proportion importante des citadins cultivait les champs environnants ou des parcelles situées au sein des villes, 95% de la population devaient travailler la terre pour nourrir l'ensemble des habitants. Dans d'autres régions, le pourcentage était encore plus élevé. Aujourd'hui, dans les pays les plus industrialisés, qui sont précisément ceux où l'agriculture est la plus productive, le pourcentage de la population employée dans l'agriculture est

d'environ 5%, voire moins, ce qui signifie que 5% des personnes actives produisent un volume d'aliments suffisant non seulement pour nourrir tout le pays mais aussi pour inonder les marchés étrangers.

Bien que, dans l'imaginaire commun, le capitalisme soit associé à l'activité industrielle, son succès fondamental a résidé dans l'énorme augmentation de la productivité dans l'agriculture. Cette révolution technologique a permis une telle amélioration de la quantité et de la qualité de l'alimentation que le volume de la population a atteint des niveaux inimaginables auparavant, alors que, dans le même temps, la santé s'améliorait et que la durée de vie moyenne s'allongeait. Et comme tout cela s'est produit pendant que l'on réduisait drastiquement la main-d'œuvre rurale, il devint possible d'augmenter la force de travail dans l'industrie et les services, non seulement en termes absolus, mais aussi en termes relatifs. L'émergence de nouveaux secteurs d'activité, qui a joué un rôle essentiel dans la croissance générale de la productivité, n'a pu se produire que parce que l'augmentation de la productivité agricole a envoyé de façon permanente les travailleurs des zones rurales vers les zones urbaines.

Et c'est contre cette situation que réagit l'agro-écologie en proposant des technologies qui impliquent une réduction de la productivité rurale. En fin de compte, si les idéologues de l'écologie souhaitent nous faire consommer moins, il est tout à fait normal que les théoriciens de l'agro-écologie veuillent que nous produisions moins. Mais ils renforcent ainsi le nouveau programme du socialisme de la misère.

5.

La situation a empiré au cours de la dernière année et demie, suite à la crise financière mondiale. Si nous examinons les revendications formulées par l'extrême gauche, nous constatons qu'elle réclame fréquemment la suppression de la dette extérieure des pays en difficulté. En général, les partis et les groupes d'extrême gauche, et même les individus qui baignent dans ce milieu, souhaitent rompre tout lien avec le système financier mondial.

Mais comme, malgré tout, les idéologues et les militants de ces courants politiques ne sont pas hallucinés au point de supposer que la révolution mondiale est serait à portée de main, ils ne prônent aucune restructuration financière profonde à court terme. Ils défendent des mesures qui ne sont même pas destinées à être appliquées par eux, mais par les gouvernements qu'ils considèrent comme leurs adversaires et dont, malgré cela, ils pourraient inspirer la politique en utilisant des moyens inconnus.

Si nous prenions au sérieux ces programmes et qu'ils étaient appliqués, quelles en seraient les conséquences pratiques ? Dans une économie lubrifiée exclusivement par le crédit et dans laquelle les relations économiques sont transnationalisées, le crédit possède également une dimension transnationale ; donc le refus de reconnaître les dettes extérieures existantes et d'en contracter de nouvelles entraînerait l'arrêt immédiat d'une partie de la production et la stagnation de la partie restante.

En outre, comme la croissance de la productivité dépend des innovations technologiques qui se produisent au niveau mondial, l'arrêt des crédits extérieurs entraînerait l'isolement par rapport aux chaînes technologiques mondiales et provoquerait une baisse longue et durable de la productivité. Ce programme d'un socialisme de la misère permettrait d'imposer un capitalisme de la pénurie. Dans ces conditions, les mécanismes plus ou moins automatiques du marché seraient obligatoirement remplacés par un contrôle qu'exercerait une bureaucratie centralisée d'Etat. Un capitalisme de la pénurie est toujours un capitalisme d'Etat.

Dans sa dernière incarnation, à partir du moment où il fut démis de toutes ses responsabilités politiques et expulsé d'Union soviétique, Trotski analysa et dénonça les effets économiques et politiques de la prolifération d'une bureaucratie dont la fonction était de maintenir les conditions extérieures de la pénurie et de répartir des produits rares à l'intérieur du pays. Certes il raisonna dans le cadre conceptuel de l'*Etat ouvrier dégénéré*, en continuant à considérer comme socialiste une économie qui était capitaliste d'Etat, et cette position doctrinale provoqua une hémorragie récurrente dans les groupes trotskistes parmi leurs militants les plus à gauche.

Léon Trotski est passé par trois incarnations. La **première incarnation** a duré de la publication du *Rapport de la délégation sibérienne*, en 1903, à la Première Guerre mondiale et son point culminant fut marqué par sa collaboration avec Alexandre Helphand «Parvus» et les articles qu'il publia dans la revue de Rosa Luxemburg. Durant cette période, Trotski développa quelques-unes des notions formulées par les courants les plus radicaux du marxisme et attribua un rôle déterminant aux rapports sociaux, et non

aux forces productives matérielles. La **seconde incarnation** de Trotski couvre la période qui va de son adhésion au parti bolchevik en 1917 à environ l'année 1925. Durant cette étape de sa vie, Trotski défendit un autoritarisme extrême sur le plan politique et une hiérarchisation maximale dans les entreprises, allant même jusqu'à prétendre que le travail obligatoire était aussi productif que le travail libre. Il fut alors le mentor de la technocratie soviétique, et, au début de 1924, Staline put le dénoncer comme le «patriarche des bureaucrates». En fait, Trotski fut l'un des principaux constructeurs du système de la bureaucratie d'Etat sur lequel Staline s'appuya pour assurer son ascension politique. La **troisième incarnation** de Trotski commença aux alentours de 1925 et fut interrompue par son assassinat en 1940. Pendant cette dernière période, il développa sa critique de la bureaucratie stalinienne, tout en niant qu'elle constituait une classe sociale et que l'Union soviétique était un capitalisme d'Etat ou tout autre système d'exploitation.

Néanmoins, en ce qui concerne strictement la répartition bureaucratique des biens rares, les analyses de Trotski ont une grande importance. Il est d'autant plus regrettable que les partis et les groupes qui pensent continuer son combat défendent aujourd'hui des mesures qui auraient pour effet immédiat de conforter l'implantation d'une bureaucratie répartitrice, centralisée et toute-puissante.

Il est vrai que la population actuelle de cette planète est plus cultivée qu'il y a un siècle et, surtout, elle possède une capacité de réflexion beaucoup plus élevée que ce qu'imaginent les courants d'extrême gauche auxquels je fais référence ici. Mais si, grâce à l'un de ces événements imprévus qui tissent l'histoire, une situation révolutionnaire devait apparaître et que ces courants acquièrent une influence due à d'autres raisons que leur programme, ils appliqueraient quand même ce programme dans la mesure de leurs moyens. Et l'histoire recommencerait, donnant ainsi un nouveau souffle au socialisme de la misère.

João Bernardo, 2012